

12. The importance of negotiations was underlined by the Sub-committee in its last report when it issued the following warning:

“If in the next year the developed countries do not display a serious desire to reform the international economic system and if negotiations do not achieve tangible and significant progress toward that end there is a grave danger of relations between rich countries and poor degenerating into a permanent condition of confrontation and recrimination.” (p. 34:6)

Despite the very modest progress during the past year we cannot claim that our warning has literally come to pass. This may suggest the danger and superficiality of repeated short-run alarms. But it is clear that the basic prospects of developing countries have not significantly improved. We can claim only that we are still talking, an accomplishment of sorts. UNCTAD IV did agree on a timetable for individual commodity negotiations and for a conference on a common fund. These negotiations have since begun with some results. The Fund Conference was attended by all the major industrialized countries but finally could agree to nothing more than a further round of negotiations in the fall of this year. On the trade front the GATT negotiations have proceeded at their normal, agonizingly slow pace.

13. We are struck by both modest progress and setbacks in Canadian action. While Canada continues to be moderately forthcoming on commodity issues, its response in the fields of trade liberalization and aid is of some concern to the Sub-committee. 1976 saw the publication of an OECD Report which revealed that Canada is by no means particularly open to the manufactured goods of developing countries. And during the year we added significant new restrictions on textile and clothing products, though it should be noted that compared to other industrialized countries, Canada still imports quite a high proportion of these goods. But there is little evidence of the kinds of adjustment assistance measures recommended by the Sub-committee last year. In saying this we are not unmindful of the current economic difficulties facing Canada. As regards Official Development Assistance (ODA), Canada continues to increase its dollar volume but there has been a significant decline in the percentage of GNP which is devoted to such assistance and we fear the continuance of this trend.

14. Just as UNCTAD IV was the focus last year of what has been called the “North-South Dialogue”, the Conference on International Economic Cooperation (CIEC) is the focus this year. It is clear that CIEC has had a rough and rocky history and might yet prove to be an unqualified failure. And yet there remains some hope that commitment and accommodation by both developed and developing countries could yield results. For as Honourable Allan MacEachen—the Canadian delegate and the co-chairman of the Conference—has testified

12. Dans son rapport précédent, le Sous-comité a souligné l'importance des négociations et a donné l'avertissement suivant:

«Si les pays développés ne manifestent pas, dans l'année qui vient, le désir sincère de réformer le système économique international et que les négociations à cette fin n'aboutissent pas à des résultats concrets et appréciables, les relations entre les pays pauvres et les pays nantis risqueraient fort de dégénérer en un état de confrontation permanente et de récrimination.» (34:6)

En dépit des progrès très modestes qui ont été réalisés au cours de l'année dernière, nous ne pouvons prétendre que notre mise en garde s'est réalisée telle que décrite. Cette situation peut faire ressortir les risques et le caractère superficiel d'avertissements répétés à court terme. Mais il est évident que les perspectives fondamentales des pays en voie de développement ne se sont pas améliorées de façon substantielle. Nous pouvons simplement affirmer que la communication n'a pas été rompue, ce qui constitue une réussite assez mitigée. Les pays participant à la CNUCED IV ont établi un calendrier des négociations pour chaque produit de base et prévu une conférence sur l'établissement d'un fonds commun. Ces négociations ont depuis été entreprises et ont donné certains résultats. Tous les principaux pays industrialisés ont assisté à la conférence sur le fonds commun mais rien n'est ressorti, si ce n'est qu'ils ont décidé d'organiser une autre ronde de négociations à l'automne de cette année. Pour ce qui est du commerce, les négociations du GATT ont progressé à leur rythme habituel, c'est-à-dire extrêmement lentement.

13. Nous sommes étonnés à la fois par les progrès modestes et les reculs des actions et gestes du Canada. Bien que le Canada garde une attitude ouverte pour la question des produits de base, sa position dans les domaines de la libéralisation des échanges commerciaux et de l'aide au développement nous inquiète. Un rapport de l'OCDE publié en 1976 révélait que le Canada n'est pas particulièrement accueillant à l'égard des produits manufacturés des pays en voie de développement. Au cours de l'année, nous avons ajouté de nouvelles restrictions importantes sur les textiles et les vêtements. Cependant il faut reconnaître qu'en comparaison avec d'autres pays industrialisés le Canada importe encore une large proportion de produits textiles. Cela ressemble très peu aux mesures de compensation et d'aide recommandées par le Sous-comité l'an dernier. En disant cela, nous tenons compte des difficultés économiques actuelles du Canada. En ce qui concerne l'Aide Publique au Développement (APD), le Canada continue à accroître le volume de son aide en dollars, mais on doit constater une diminution importante du pourcentage du PNB consacré à ce titre. Malheureusement nous craignons que cette tendance s'accroisse.

14. Tout comme la quatrième conférence de la CNUCED l'année dernière portait en priorité sur ce que l'on a appelé le «dialogue Nord-Sud», cette année sera essentiellement celle de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI). Il ne fait aucun doute que cette Conférence a eu des antécédents historiques mouvementés et il se peut qu'elle aboutisse à un échec complet. Néanmoins il est encore permis d'espérer que les pays industrialisés et en voie de développement décideront de faire les concessions nécessaires pour que